

Le sommeil de la raison engendre des monstres

Sidération

La violence de lacte et sa mise en scène macabre impose le silence, la tristesse, lincompréhension. Puis vient la colère et le refus de continuer à se taire, le besoin de prendre la parole pour ne pas se la faire voler, une fois de plus.

Vous avez dit « Liberté d'expression » ?

Personnels de l'éducation attachés à notre métier, nous savons que lassassinat barbare de notre collègue Samuel Paty inscrit dans un contexte. Jean-Michel Blanquer prétend défendre la liberté d'expression. Pourtant, sa « loi pour une école de la confiance » vise à museler la parole des personnels, alors que des lycéens continuent à subir une répression inédite suite à leurs protestations lors des E3C, alors que, deux jours avant l'attentat, 4 collègues passaient en conseil de discipline pour les avoir soutenu, alors que chacun d'entre nous peut témoigner de pressions hiérarchiques locales et/ou d'autocensure.

Les mots ont un sens

Jean-Michel Blanquer dit vouloir défendre la laïcité, mais renforce les financements de l'enseignement privé. Il prétend « être aux côtés » des enseignants quand le suicide de notre collègue Christine Renon, qui mettait clairement en cause l'Institution n'a provoqué de sa part qu'une réaction très tardive.

Nous n'oublions pas qu'il y a quelques mois seulement, M. Blanquer [insultait des enseignants opposés à la disparition d'un examen à caractère national](#). Nous n'oublions pas non plus que le président Macron lui-même a comparé la rétention administrative de notes à « [une prise d'otage des élèves et des familles](#) ». Ces mots résonnent de façon terrible aujourd'hui. La démagogie gouvernementale ne connaît aucune limite puisque les enseignants deviennent aujourd'hui des héros. Enseignants et personnels, nous savons que les mots ont un sens et travaillons à le rappeler quotidiennement à nos élèves. De même que nous devons, dans nos classes, composées d'enfants et de jeunes. La violence de lacte et sa mise en scène macabre impose le silence, la tristesse, lincompréhension. Puis vient la colère et le refus de continuer à se taire, le besoin de prendre la parole pour ne pas se la faire voler, une fois de plus « faire société », donner sens à la devise républicaine « liberté, égalité, fraternité ». Cette lutte contre tous les obscurantismes, cette défense de l'esprit critique, de la tolérance, de la rigueur et de l'exigence, nous la menons contre la politique d'un gouvernement qui érige le cynisme et l'individualisme en valeurs suprêmes, qui stigmatise et dresse des catégories de citoyens les uns contre les autres, qui recourt au mensonge, à la calomnie, à l'improvisation, à l'approximation, à la répression.

...les actes également.

Nous pourrions en citer des dizaines (voir liens plus bas) mais ne grognerons¹ qu'un exemple : la récente réforme de l'enseignement professionnel a entraîné une diminution de 30% des horaires des matières générales². Comment, dans ces conditions, permettre aux élèves qui en ont le plus besoin de découvrir, de questionner, d'apprendre, de se forger une opinion propre ? Les beaux discours et les coups de mentons ministériels ne résistent pas longtemps à l'épreuve des faits. C'est bien la distorsion entre la réalité d'une société inégalitaire et une école qui prétend produire de l'ascension sociale qui crée la plupart des tensions. Nous ne sommes pas naïfs et ne nions pas des difficultés que nous rencontrons parfois nous-mêmes, mais connaissons mieux que quiconque la réalité de nos établissements : ils ne sont pas gangrenés par des hordes d'élèves ou de parents prédisposés au terrorisme. Ce sont bien les inégalités et les discriminations sociales, culturelles et géographiques qui font vaciller l'École et par ricochet, la République. Au-delà des discours, une priorité absolue devrait être de faire en sorte qu'aucune famille, aucun élève ne soit contraint de dormir à la rue. Or, tous les

1. Selon la plupart des médias, un enseignant critique ne dénonce pas, ne revendique pas, ne propose pas : il « grogne ». Qui écoute vraiment ce qu'a à dire quelqu'un qui « grogne » ?

2. Les nouveaux programmes de Bac Pro de 2020 ont été expurgés de deux questions des programmes de 2009 fautes d'horaires suffisants. Évidemment, ce sont d'abord les disciplines critiques qui sont sacrifiées. Soit :

- En Français : disparition de la question « Les Philosophes des Lumières et le combat contre l'injustice ».
- En Histoire : disparition de la question « La République et le fait religieux depuis 1880 ».

enseignants³ ont aujourd'hui connaissance de telles situations⁴.

Une minute de silence... Et après, on continue à se taire ?

A l'heure où nous publions ce texte, Jean-Michel Blanquer nous assure de « tout son soutien » et prévoit une minute de silence de la maternelle à l'université à la rentrée des vacances d'automne. Il remet brutalement en cause le compromis établi avec les organisations syndicales et prive les personnels et les élèves d'un moment de décharge, de réflexion, d'une prise de recul indispensable sur une actualité chaotique. Il rend plus difficiles encore les conditions d'un hommage digne à notre collègue Samuel Paty. Après les événements de Nice (et d'Avignon ?) la surenchère totalitaire bat son plein. Nous pensons que c'est à nous, personnels de l'Éducation, de décider des formes pédagogiques appropriées, mais aussi de déterminer les modalités d'un hommage véritable à notre collègue Samuel Paty, en toute indépendance de notre hiérarchie.

Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur à l'exemplarité⁵ plus que douteuse, fait sauter les dernières digues qui séparaient la macronie de l'extrême droite. Nous sommes pour notre part tout à fait disposés à donner un « tour de vis », s'il s'agit d'enseigner par l'exemple (en mettant en cohérence les paroles et les actes) les valeurs républicaines, la rigueur, la raison, la discipline. Nous incarnons l'autorité et avons compris depuis longtemps que pour être respectée, elle devait être légitime. Nous refusons donc de continuer à dresser une génération contre les autres, à stigmatiser toujours davantage les jeunes de milieux populaires, à sacrifier les plus fragiles. Nous refusons de nous borner à dénoncer des usages de réseaux sociaux déviants de la part de nos élèves quand des grands médias sont devenus des vecteurs de haine, que le recours au numérique est encouragé par l'institution elle-même et que les usagers sont jetés en pâture aux Gafam. Les images de Mantes-la-Jolie et la vague de répression inédite qu'ont subi nos élèves⁶ l'année dernière restent pour nous des précédents intolérables. Nous refusons de faire payer à nos enfants l'incapacité des adultes à leur offrir des perspectives d'avenir viables. Nous défendons un service public inclusif, transparent et ouvert à tous les élèves et leurs parents. Nous revendiquons le droit de pouvoir faire correctement notre métier : « former des citoyens libres et éclairés »⁷ capables d'inventer un avenir commun qui ne se résumerait pas à une guerre de tous contre tous et à la censure plus ou moins violente de toute critique humaniste.

Pour une véritable école de la confiance, enfin.

Nous ne nous adressons plus à Jean Michel Blanquer, qui depuis son arrivée au ministère méprise l'expression démocratique (de l'avis des instances nationales CSE, CSP aux milliers de conseils d'administration qui se sont opposés localement aux réformes). Nous savons qu'il n'a aucune intention d'écouter les usagers et les personnels qui dénoncent encore la concurrence entre élèves, disciplines, établissements, le rythme effréné imposé par des programmes délirants, une organisation chaotique des EC et des épreuves finales profondément inégalitaires voire discriminantes (« grand oral », « chef d'œuvre »). Jean-Michel Blanquer est un ministre incapable de reconnaître ses erreurs et n'ayant pas même le courage d'assumer son projet réactionnaire, pourtant dénoncé par ses proches collaborateurs. Le deuil de notre collègue Samuel Paty n'était pas achevé que Jean-Michel Blanquer, ignorant toute décence, s'acharnait déjà à stigmatiser parents, élèves et voix critiques. La confiance est rompue depuis longtemps, et durablement. **La démission du ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse (sic) et des Sports est un préalable indispensable à la réconciliation des usagers et des personnels avec l'Institution scolaire et universitaire.**

Collègues, élèves, parents, merci de nous avoir lu. Merci de nous avoir permis d'user de notre liberté d'expression. N'hésitez pas à faire de même. Prenez la parole. Débattez. Débattons.

Merci également à toutes celles et ceux qui sous une forme ou une autre ont pris la parole et nous ont (parfois très largement) inspirés.

le CDE38 : « Collectif Défense Éducation 38 »

3. Ceux qui les ignorent feraient bien de se renseigner un peu plus avant...

4. Désolés pour les médiatiques qui en font leur fonds de commerce : ces tristes réalités sociales sont bien plus palpables qu'une pseudo hystérie communautariste dont ils nous rebattent les oreilles. S'y attaquer vraiment exige certes plus de courage.

5. Valeur si précieuse en milieu éducatif ... comme en politique.

6. ...qui supportent en outre la menace climatique, la régression sociale, le confinement, le couvre feu...

7. Comme le dit si bien Jean-Michel Blanquer (courriel du ministre aux personnels enseignants 17/10/20)